Le système de santé sud-coréen à l'épreuve du Mers-corona virus



Après le naufrage du Sewol, la Corée du Sud attire une nouvelle fois l'attention des médias occidentaux à cause de la propagation de Mers-corona virus, originaire du Moyen-Orient. À la date du 18 juin, 16 personnes sur 160 ont été confirmées comme victimes de cette maladie infectieuse.

Le premier patient rentré du Moyen Orient le 5 mai, a commencé à manifester les symptômes de Mers le 11 mai 2015. Toutefois, l'autorité publique qui a sous-estimé sa contagiosité n'a pas du tout mis en place le système de prévention. Les patients qui étaient dans la même salle d'hôpital que ce premier patient n'ont commencé à être isolés que le 16 mai. En résumé, la réaction du système préventif était beaucoup trop tardive de telle sorte que le virus a non seulement commencé à contaminer d'autres personnes mais aussi a empêché de saisir le mode d'infection.

Le fonctionnement fondé sur les intérêts privés du gouvernement sud-coréen s'était déjà avéré être la cause principale de la mort des 304 victimes du Sewol[1]. La mauvaise gestion de l'épidémie qui frappe les coréens et les coréennes n'est qu'un autre exemple des caractéristiques destructrices du capitalisme. Comment précisément, un pays, onzième économie mondiale, en arrive-t-il à ne pas du tout faire fonctionner la prévention contre l'épidémie ?

10% d'hôpitaux publics, un indice significatif

Afin de mieux comprendre ce désastre provoqué par l'impudence de l'appareil d'État, le système de santé publique de la Corée du Sud mérite d'être mis en lumière. En Corée du Sud, seul 10% des hôpitaux sont publics, même si on prend compte aussi des hôpitaux gérés par les universités privées. Même les États-Unis, qui font souvent un objet de critique sévère en termes de la santé publique, comptent 30% d'hôpitaux publics. La moyenne des pays qui sont membres d'OCDE atteint 70%. Que veulent-dire ces chiffres ? Les hôpitaux privés, dont l'intérêt principal est le profit, sont rarement équipés de pavillon de quarantaine. Même s'ils en ont quelques-uns, ils hésiteront à l'ouvrir immédiatement pour les patients et les patientes qui risquent d'avoir atteint la maladie, car cette décision implique une perte de chiffre d'affaires. Les Coréens et les Coréennes, qui sont habitué-e-s à se débrouiller tout-e seul-e face à la maladie grave, en cotisant une partie de leur revenu à l'assurance privée ou en dépendant financièrement des réseaux familiaux, doivent encore une fois trouver leur propre

moyen de soin, en passant d'un hôpital à l'autre. Entre temps, Mers est en train d'attaquer la vie quotidienne de coréen-ne-s qui n'ont pas d'autre choix que de travailler dans l'espace public, quel que soit le risque.

Pourtant, en Corée du Sud, les hôpitaux sont surabondants compte tenu du fait que le nombre de lits d'hôpitaux est deux fois plus élevé que la moyenne de ceux des pays de l'OCDE. Toutefois, il manque les lits d'isolement qui sont indispensables pour empêcher l'épidémie. Il n'y en aurait qu'une centaine dans tous les hôpitaux nationaux de toutes les régions. Sachant que l'isolement devrait couvrir non seulement les patients mais les potentiels infectés, ce nombre est clairement insuffisant.

L'empire Samsung met la vie des coréens en danger

Le gouvernement sud-coréen n'a rendu public que le 2 juin les cinq hôpitaux dans lesquels les patient-e-s ont été diagnostiqué-e-s contaminé-e-s par le Mers ainsi que dix-huit autres par lesquels ils étaient passés. Par conséquent, les patient-e-s de ces hôpitaux ont été isolé-e-s ou certains hôpitaux ont fermé le service d'urgence. Pourtant, l'hôpital Samsung à Séoul était une exception jusqu'au 7 juin. Ni le quatorzième patient dont l'infection a été confirmée le 29 mai dans cet hôpital, ni les autres qui avaient été en contact avec lui y compris les personnels, n'ont été isolé-e-s avant le 31 mai. Cette négligence du gouvernement sud-coréen est plus que scandaleuse sachant que plus de 60 000 patients par an, soit plus de 160 patients par jour utilisent le service d'urgence de cet hôpital. Il n'est pas possible d'expliquer cette hésitation de l'autorité publique sans mettre celle-ci en lien avec la puissance immense de Samsung dans tous les champs politico-économique de la société coréenne.

Aucune protection pour les travailleurs précaires

Il n'est pas rare que les travailleurs et travailleuses dans les ambulances transportent les patients sans même porter un vêtement de protection car ceux-ci manquent. De surcroît, il s'est avéré qu'un personnel qui transférait les patients de Mers pendant plus de dix jours à l'hôpital de Samsung n'avait pas été inclus dans la liste d'isolement à cause de son statut de travailleur précaire d'un prestataire de service. Il était trop tard quand il a été diagnostiqué de Mers le 10 juin. Cet hôpital compte 2 944 travailleurs et travailleuses précaires.

Égalité face à l'épidémie ?

Alors, risquons-nous le même danger face au danger de l'épidémie ? Même si c'est une maladie infectieuse, elle se montre liée aux classes sociales. Ceux et celles qui possèdent suffisamment de ressources grâce à une bonne condition nutritive ainsi qu'une condition de travail plus favorable, pouvant bénéficier des congés, ne font pas face au même risque par rapport aux travailleurs précaires et aux personnes âgées des classes populaires, qui vivent dans des conditions plus défavorisées. Finalement, l'épidémie n'a pas le même impact selon les classes sociales.

En Corée comme en France, défendons la sécurité sociale !

Dans cette conjoncture, il est indispensable de rappeler que Samsung réclame la privatisation de tous les services de santé.

Pourquoi tous ses hôpitaux, pas uniquement celui de Samsung, n'ont pas mis en place immédiatement le système de contrôle de l'épidémie ? Comment était-il possible qu'ils continuent à recevoir d'autres patient-e-s malgré le diagnostic des premiers et premières infecté-e-s ? La situation de la Corée du Sud est révélatrice dans la mesure où elle est la conséquence qui résulte de la logique comptable du service de santé.

Mers en Corée du Sud nous témoigne des conséquences désastreuses des logiques de rentabilité et de profit sur la santé publique. Autrement dit, cette situation montre que le profit des hôpitaux privés possédés par les capitalistes ne peut continuer à générer des bénéfices qu'au détriment de la santé publique des Coréens et des Coréennes. Les mêmes logiques animent les capitalistes qui s'attaquent toujours davantage à la Sécurité sociale en France : ne les laissons pas faire !

---

1 http://tendanceclaire.npa.free.fr/article.php?id=609

Leaureve, le 18 juin 2015